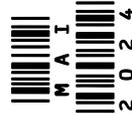


LA CGT : SYNDICAT DE LUTTE DEPUIS 1895 !



« QUAND J'ÉTAIS EN DÉBUT DE CARRIÈRE, LA DEVISE ÉTAIT "TU NE MENTIRAS PAS, TU NE TRICHERAS PAS OU TU NE VOLERAS [PAS], TU NE TOLÉRERAS PAS NON PLUS CEUX QUI LE FONT". J'ÉTAIS LE DIRECTEUR DE LA CIA : NOUS AVONS MENTI, TRICHÉ ET VOLÉ.

ON A ÉTÉ ENTÈREMENT FORMÉS POUR ÇA »

MIKE POMPEO (15 AVRIL 2019 UNIVERSITÉ A&M - TEXAS)

Fin des négociations DGFIP sur l'indemnitaire

La CGT Finances Publiques prend l'acompte de la DG et réclame le solde ! (voir sur notre site)

Responsabilité des Gestionnaires Publics : les premières condamnations tombent !

Malgré les avertissements de la CGT, les gestionnaires publics sont bien justiciables (voir sur notre site)



Reclassement à l'intérieur des catégories C, B et A

Retrouvez le reclassement à l'intérieur des catégories C, B et A dans le fichier en téléchargement

Vous pouvez retrouver les grilles de reclassement de C en B et B en A en date du 1er janvier 2024.

PILAT : qui s'en lave les mains ?

La CGT Finances publiques est intervenue pour que les agents et les syndicats soient associés le plus possible en amont dès la maîtrise d'ouvrage et tout au long de la maîtrise d'oeuvre des projets informatiques, surtout quand ceux-ci sont structurants, ce que nous revendiquons depuis plus de 20 ans...

La suite sur notre site

L'extrême centre macroniste a décidé une attaque sans précédent contre l'assurance-chômage et les 5 branches de la sécurité sociale qui sera en plus contre-productive sur l'économie !

Beaucoup se sont gargarisés du fait que deux agences de notation n'ont pas dégradé la cotation financière de la France la semaine dernière, mais ce qu'ils ont omis de dire, c'est que c'est au prix de l'engagement pris par Macron-Le Maire d'une réduction des dépenses publiques de 20 milliards pour 2024 et de 27 milliards pour 2025. C'est un plan d'austérité sans précédent qui va frapper les travailleurs et leurs familles. Tout cela était déjà inscrit dans le programme de stabilité 2024-2027 de l'Union européenne que la paire Macron-Le Maire a promis aux dirigeants néolibéraux et ordolibéraux de l'Union européenne.

La suite sur notre site

LE CHIFFRE QUI TUE ...

50.000 €

Montant des notes de frais durant l'année 2023 de Villeroy de Gathau, le gouverneur de la Banque de France. Un chiffre astronomique qui dévoile le train de vie hors sol du haut fonctionnaire français. Les anciens de la DGI se souviennent de lui...

La dette : à qui profite le crime ?

La dette publique française a dépassé la barre symbolique des 3.000 milliards d'€ (Md€) et a suscité des commentaires inquiets. Le gouvernement est décidé à limiter au mieux le déficit public pour limiter le gonflement de la dette, pour éviter les foudres des « autorités européennes » et une baisse de notation par les agences internationales.

La suite sur notre site

CARLOS TAVARES, FAST & FURIOUS

BIENTÔT EN FRANCE! GERMINAL 2.0



La facture de la supercherie de « l'urgence climatique anthropique » arrive, et elle est salée

Saperlipopette, la transition écologique, qui devait transformer nos sociétés en utopies vertes et riantes est en train de muter en zombie dont l'odeur de putréfaction devient difficile à camoufler : même la titraïlle journalistique la plus putassière ne parvient pas à évacuer les problèmes de plus en plus énormes provoqués par les décisions débilés que cette transition vers la misère nous impose.

La suite sur notre site



LE COIN DES CADRES ET TECHNICIENS AVEC L'UGICT-CGT

OBSERVATOIRE DU TÉLÉTRAVAIL 2023

L'Observatoire, créé à l'initiative de l'Ugict, a publié le 6 décembre 2023 les premiers résultats de l'enquête lancée en juillet 2023, sur les conséquences du télétravail et du travail hybride.

Le télétravailleur est en fait une télétravailleuse !

Premièrement, le profil type d'un télétravailleur est en fait une télétravailleuse, âgée entre 30 et 39 ans, qui travaille dans le privé en tant que cadre ou ingénieure.

À la recherche d'un meilleur équilibre vie pro/vie perso

L'étude permet aussi de mettre en exergue le besoin pour les travailleureuses d'un meilleur équilibre entre vie pro et vie perso ; c'est 82% d'entre elles et eux qui sont motivées à télétravailler pour cette raison !

Forfait-jour et temps de travail

Cependant, la pratique du télétravail rend d'autant plus floue la gestion du temps de travail.

- > **55%** des répondantes disent qu'il n'y a pas de dispositif d'évaluation du temps de travail,
- > **58%** déclarent qu'il n'y a pas d'évaluation de leur charge de travail

De plus, près d'une répondante sur deux est au forfait-jour, qui est le décompte du temps travaillé en jour, et non en heures. Pour eux, le télétravail a pour conséquence une augmentation du temps de travail au mépris de leur temps de repos :

- > **19 %** utilisent le temps gagné sur le temps de trajet pour le travail (+ 5 points par rapport aux salariées au régime horaire) ;

L'étude aborde aussi la question du coût pour la santé du télétravail :

- > **1/3 des répondantes (31%)** déclarent télétravailler tout en étant malade, plutôt qu'être en arrêt maladie, afin d'éviter une perte de salaire, ou parce-que leur charge de travail est trop importante.

À propos de la réorganisation à marche forcée des locaux, en openspaces ou en flex office :

- > **Plus de la moitié des répondantes (56%)** indiquent ne pas avoir été informées par leur direction de la réorganisation de leurs espaces de travail, et **79 %** indiquent ne pas avoir été consultées du tout sur cette réorganisation.

L'étude a aussi questionné les salariées syndiquées sur leurs difficultés à maintenir les liens ...

- > **65 %** des syndiquées déclarent ne pas parvenir à garder un lien avec les salariées en situation de télétravail

- > **49 %** n'ont pas l'autorisation d'utiliser les outils de communications de l'entreprise pour garder le contact avec les salariées



C'EST à VOIR!

VIDEO 1

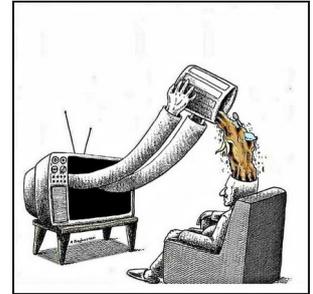
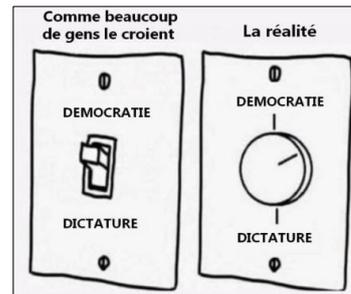
Palestine - Gaza - Le 7 octobre
reportage de la chaîne Al Jazeera

Voir [sur notre site](#)

VIDÉO 2

Quelle politique tarifaire de
l'électricité ? : une table ronde
du Conseil National de l'Energie

Voir [sur notre site](#)



SE SYNDIQUER!



NOM :

PRÉNOM :

MEL :

Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez directement sur l'image du cadre

L'EXTRÊME DROITE À LA RENCONTRE DES AGRICULTEURS



cgt

cgt

Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
www.dgfip.cgt.fr/10
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr

Page speciale elections europeennes 2024

L'Europe, c'est la prosperite (et la democratie) ... ?

(Petite coquille dans le précédent numéro, c'est le 9 juin –et non le 9 mai– qu'ont lieu les « zelections ».)

Alors, « l'Europe c'est la prospérité » ? Voyons, par exemple, les gopés et le marché de l'électricité vendu aux seuls intérêts financiers sans aucun rapport avec le bien commun.

Depuis 1979, tous les cinq ans, des millions d'hommes et de femmes votent pour des eurodéputés. Vous donnez votre voix à des candidats dont vous ignorez presque tout, dont vous ne pouvez contrôler l'action parlementaire ni les révoquer s'ils ne tiennent pas leurs engagements. Résultat de 32 années d'Union européenne ? Chacun de nous peut le vivre. Éluder la responsabilité des technocrates européens c'est nier la réalité et certainement pas être anti-quelquechose ou pro-machinchose ou être dans la facilité !

Encore avez-vous entendu parler de l'élargissement à 10 nouveaux membres, de la volonté oligarchique de créer un état fédéral, d'instaurer la censure ? Étonnant, non ?

Les Gope s'occupent de vous

Les «grandes orientations des politiques économiques» (GOPE) sont des «recommandations» de politique économique et sociale émises chaque année par la Commission européenne (non élue) et adressées à chacun des États membres, en fonction de leurs spécificités économiques structurelles internes respectives, et en vertu de l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

C'est la véritable feuille de route de la politique économique et sociale de tous les gouvernements des États membres de l'UE, notamment du gouvernement français, quelle que soit leur couleur politique. Les GOPE sont publiées après le programme national de réforme (PNR), le plus souvent fin mai, en anglais, puis peu de temps après dans la langue de chaque État membre. Ces derniers sont contraints de s'y plier, dès lors qu'ils sont membres de l'UE.

Le gouvernement français, et particulièrement le ministère de l'Économie, assure le suivi de la mise en œuvre des GOPE en établissant chaque année le PNR pour la France, quelques semaines voire quelques mois avant la publication des GOPE, et sous la coordination du Secrétariat général des affaires européennes (le SGAE), qui est un service du Premier ministre. Le PNR et le rapport des GOPE sont des documents publics. Le PNR contient notamment des tableaux de suivi, constitués en 3 colonnes : une première colonne rappelle les recommandations telles que formulées dans les GOPE, une deuxième énonce les orientations prises par le gouvernement français pour s'y soumettre, et enfin une troisième colonne mentionne quelles mesures juridiques et économiques concrètes ont été prises ou sont en cours d'élaboration ou d'application pour mettre en œuvre ces orientations.

Un doute ? Voir sur un site officiel

Methode de voyous

Le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidzé a, lors d'un appel téléphonique avec le commissaire à l'Élargissement Varhélyi (non élu) été menacé si la loi sur l'"influence étrangère" (comme aux USA!) était définitivement adoptée. Il a énuméré les mesures que les Occidentaux pourraient prendre, avant de lancer, en référence au Premier ministre slovaque récemment victime d'une tentative d'assassinat : "Vous avez vu ce qui est arrivé à Fico, faites très attention".



L'apocalypse selon les europeistes...

On peut disserter sur la pertinence des indices et l'environnement social qui n'est pas le même. Nous savons particulièrement que l'Angleterre a un régime social dégradé. Or, cela tout de même un indice. Les mondialistes nous promettaient le déluge et la misère sur la perfide Albion...



La réalité du Brexit

	Royaume-Uni	Zone euro	France
Indice PMI (janvier 2024)	52,5	47,9	44,2
Taux de chômage (décembre 2023)	4,2%	6,5%	7,4%
Taux d'emploi (novembre 2023)	75,8%	70,1%	68,3%
Croissance (2016-2023)	10,1%	11,4%	8,9%
Indice de production manufacturière (novembre 2023, base 100 2015)	107,0	102,3	98,8
Indice de production construction (novembre 2023, base 100 2015)	119,0	110,7	100,0
Inflation (2023)	4,2%	2,9%	4,1%
Hausse des salaires (2023)	7,3%	5,3%	4,3%
Gain théorique de pouvoir d'achat (2023)	3,1%	2,4%	0,2%

Sources : Eurostat, OCDE, ONS, INSEE, FMI

Le prix de l'électricité : vous n'avez pas trop froid ?

(voir aussi la [vidéo 2](#) dans cette même lettre)

En France, les factures d'électricité figurent parmi les plus élevées au monde, avec un coût moyen de 28,3 centimes par kilowattheure au premier trimestre 2024, contre 19,09 centimes d'euro en 2021. Comparée à d'autres pays européens, la France n'est pas seule à faire face à des coûts élevés. En Allemagne, par exemple, le prix du kilowattheure atteint 32,8 centimes, et en Italie, il culmine à 41 centimes, le plus élevé d'Europe. Aux États-Unis, il est sous la barre des 20 centimes, et en Chine, l'électricité est à 7 centimes d'euro le kWh. Cette situation est en grande partie due à la crise énergétique qui a été exacerbée avec la guerre en Ukraine, mais aussi aux investissements massifs dans les énergies renouvelables.

Et vous ne l'avez peut-être pas remarqué, mais en plus de la hausse du 1^{er} février 2024 (8,6% pour le tarif de base et 9,6% pour le tarif heures pleines / heures creuses), depuis plusieurs semaines, les clients de grands fournisseurs d'électricité ont reçu des notifications indiquant une augmentation de leur facture mensuelle. Ces augmentations peuvent être justifiées par plusieurs facteurs : les fournisseurs ont la possibilité d'ajuster les mensualités en fonction des relevés de consommation récents ou des évolutions des prix de l'offre, à condition de prévenir les clients un mois avant la modification. Cette hausse pourrait ne pas être immédiatement perceptible car elle est souvent discrètement mentionnée en bas des factures sous des lignes telles que «Suite à l'analyse de vos derniers relevés de consommation et/ou suite à l'évolution des prix de votre offre, nous vous proposons d'ajuster vos mensualités».

Page speciale elections europeennes 2024



CONSEIL DE
LECTURE

Ce que nous en pensons

La lecture de cet ouvrage* est **indispensable** pour comprendre, non seulement notre passé, mais encore le présent.

La connaissance historique est indispensable à tout citoyen pour faire des choix et prendre en pleine conscience des décisions politiques et économiques qui impactent la société. Or, nous constatons que l'enseignement historique est dégradé, simplifié voire infantilisé. Les chiffres PISA démontrent malheureusement une longue descente dans ce classement de que qui fut notre enseignement républicain.

Cette descente ne saurait être pleinement comprise sans un regard dans le rétroviseur. On pourrait faire de notre citoyenneté une simple analogie avec un arbre : des racines profondes pour grandir et s'élever de terre. Entre nous, est-ce bien dans l'intérêt des gouvernants ? D'autant plus quand ces gouvernants n'ont aucune conscience enracinée, sont soumis à des intérêts étrangers et sont soucieux uniquement de leur bien-être personnel. Nous avons dû cocher toutes les pires cases du complotiste chevronné.

Peut-être, mais que disent les archives ? «That's the point» comme le diraient ceux qui se proclament comme les porte-étendard du monde libre. Les **archives** ? Eh ben ce n'est pas bien beau tout ça madame ! Beau ou moche ce sont les archives. On pense à la réplique dans «I comme Icare» de Henri Verneuil : «**La vérité n'a ni honneur ni pays !**». On pourrait presque prendre la position inverse avec les Américains.

Le contexte : après la 2^{ème} GM les Américains mettent en place un plan pour aider à la reconstruction de l'Europe.

Ce livre nous (**dé**)montre quels sont les ressorts qui ont animé les soi-disant libérateurs (et ce bien avant la 2^{ème} GM), leurs manœuvres et leur profond mépris des européens qui résistent à leur idéologie et domination avec, ce qui est le plus écoeurant, la complicité de nos «élites».

Ce n'est pas «spoiler» cet inestimable ouvrage que d'illustrer mon propos par cette citation tirée du livre : «Les Américains ne prêtent pas de l'argent aux Français pour que ceux-ci deviennent des concurrents mais pour qu'ils restent de bons clients». Tout est (presque) dit.

(*également disponible à la médiathèque de l'Aube qui dispose de quelques ouvrages pour découvrir l'auteur)



ANNIE LACROIX-RIZ

Les Origines du plan Marshall

Le mythe de « l'aide » américaine

ARMAND COLIN

Présentation du livre par l'éditeur

Depuis l'annonce du plan Marshall, au printemps 1947, s'est imposée dans la zone d'influence américaine la conviction que les prêts en dollars des années 1948-1951 avaient apporté une aide décisive aux «pays bénéficiaires». Ils auraient seuls sorti l'Europe occidentale de la faim, de la misère, des ruines et permis sa reconstruction. Ils l'auraient aussi protégée de l'Armée rouge de Staline qui corsetait l'Europe orientale.

Se fondant sur la chronologie et les archives, notamment américaines, Annie Lacroix-Riz éclaire autrement ce dossier. Elle revient sur les accords cruciaux qui, en six années seulement, ont ouvert la porte aux produits et capitaux américains : le Prêt-Bail à l'Angleterre, en 1941-1942, les accords de Bretton-Woods mondialisant le dollar, en juillet 1944, et les accords Blum-Byrnes de mai 1946.

Ces six années marquèrent l'avènement d'un projet qui, loin de dater de la Seconde Guerre mondiale, avait été initié et mené sans répit depuis les années 1890. En définitive, il s'agissait moins de tendre une main secourable à l'Europe que de mettre en place une hégémonie financière, commerciale, politique et culturelle.

29,90 € : sur le site de l'éditeur ou à commander chez votre libraire !

